



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/646
4 novembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 140 de l'ordre du jour

ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGÉTAIRES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

Réforme des procédures de calcul des montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel des contingents

Spécialistes de l'examen de la gestion et fonctionnaires des finances itinérants

Représentants spéciaux, envoyés et autres personnalités exerçant des fonctions spéciales

Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les rapports du Secrétaire général sur les questions suivantes :
 - a) réforme des procédures de calcul des montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel des contingents (A/50/995); b) spécialistes de l'examen de la gestion et fonctionnaires des finances itinérants (A/50/983);
 - c) représentants spéciaux, envoyés et autres personnalités exerçant des fonctions comparables (A/C.5/50/72); et d) indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (A/50/1009).
2. À l'occasion de l'examen de ces rapports, des représentants du Secrétaire général ont fourni au Comité un complément d'information.

Réforme des procédures de calcul des montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel des contingents

3. Le Comité consultatif note que le rapport du Secrétaire général sur la réforme des procédures de calcul des montants à rembourser aux États Membres au titre du matériel des contingents (A/50/995) a été présenté conformément à la résolution 50/222 de l'Assemblée générale, en date du 11 avril 1996, dans laquelle, entre autres choses, celle-ci prenait note du rapport du Comité

consultatif (A/50/887) sur la question et approuvait les recommandations formulées par les Groupes de travail chargés de la question du matériel appartenant aux contingents (A/C.5/49/70, annexe, par. 28).

4. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 16 de son rapport, il est dit qu'il comptait que le texte définitif des projets d'accord de services type lui seraient communiqués pour examen dans les plus brefs délais, avant application et que devraient y être joints le texte intégral des procédures d'application, le texte agréé des normes d'évaluation des résultats et les taux de remboursement du matériel appartenant aux contingents, accompagnés du texte agréé de toutes les définitions.

5. Le Comité consultatif a été informé que le texte figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/50/995) avait été examiné plus avant et qu'à l'issue de la réunion avec le Comité consultatif, on se proposait maintenant d'y apporter certaines modifications, à savoir :

L'article 6.4 se lirait comme suit :

"Les barèmes de remboursement applicables aux dépenses afférentes aux contingents, aux locations et au titre de l'autosuffisance seront fixés à compter de la date d'arrivée du personnel ou de l'équipement dans la zone de la mission et resteront en vigueur jusqu'à la date à laquelle l'unité cesse d'être employée dans la zone de la mission, l'une et l'autre dates étant fixées par l'Organisation."

L'article 14 se lirait comme suit :

"Le présent Accord entrera en vigueur le [date]. Les obligations financières de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les taux de remboursement au titre du personnel, du matériel lourd et de l'autosuffisance prennent effet à compter de la date d'arrivée du personnel ou du matériel en état de service dans la zone de la mission et s'éteignent à la date à laquelle le personnel et/ou le matériel cesse d'être employé dans la zone de la mission, l'une et l'autre dates étant fixées par l'Organisation."

Le paragraphe 17 b) de la section 6, "Perte ou détérioration", de l'annexe B se lirait comme suit :

"En cas de perte ou de détérioration de matériel due à un acte d'hostilité ponctuel ou à un abandon forcé, le pays fournissant le contingent assume la responsabilité de tous articles de matériel lorsque leur juste valeur marchande générique est globalement inférieure à la valeur plancher de 250 000 dollars."

Le paragraphe 18 de la section 6, "Perte ou détérioration", de l'annexe B se lirait comme suit :

"En cas de perte ou de détérioration de matériel due à un acte d'hostilité ponctuel ou à un abandon forcé, l'Organisation des Nations Unies assume la responsabilité de tous articles de matériel

/...

lorsque leur juste valeur marchande générique est globalement équivalente ou supérieure à la valeur plancher de 250 000 dollars."

À l'annexe C, un nouveau poste serait inséré après le poste "tentes" comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Taux</u> (En dollars É.-U.)
Matériel d'hébergement	36,00

Le paragraphe 18 de l'annexe E se lirait comme suit :

"Dans le cas où l'Organisation des Nations Unies ne peut fournir le matériel d'hébergement permanent, semi-rigide ou rigide à un contingent qui a passé six mois sous tentes, le pays fournissant le contingent pourra prétendre au remboursement, au taux applicable au titre de l'autosuffisance à la fois pour la rubrique "tentes" et pour la rubrique "matériel d'hébergement", à condition qu'il existe un mandat prévoyant que l'opération se poursuivra pendant une année ou plus. Ce taux mixte restera applicable jusqu'à ce que le personnel du contingent soit logé conformément à la norme correspondant au taux fixé pour le matériel d'hébergement."

6. Le Comité consultatif a été informé, à sa demande, que les paragraphes 13 et 14 de l'annexe B du document considéré correspondaient aux paragraphes 46 f) et 46 d) respectivement du document A/C.5/49/70, où se trouvent les recommandations des groupes de travail concernant les coûts liés à la rotation du matériel et aux transports terrestres. Il a noté que l'on trouvait des éclaircissements concernant l'article 8 dans l'annexe F consacrée aux définitions. Il a été informé que des changements mineurs, par exemple l'indication des distances en kilomètres (les distances en miles étant indiquées entre parenthèses), seraient apportés au projet.

7. Le Comité consultatif a été informé que depuis les débats des groupes de travail et la parution du document considéré, plusieurs pays fournissant des contingents avaient fait savoir que l'intitulé "Accord relatif aux contributions" soulèverait peut-être quelques difficultés car il impliquerait nécessairement une approbation au niveau national. Il faudrait donc que l'Accord soit sanctionné par le Parlement et il s'ensuivrait des retards inutiles dans le déploiement des troupes. Le Secrétariat envisageait par conséquent, pour pouvoir mettre en oeuvre les nouvelles procédures, d'user des termes "Mémorandum d'accord", ou de procéder simplement par échange de lettres. Le Comité consultatif recommande que les implications juridiques de l'une ou l'autre option soient très attentivement examinées.

8. Le Comité consultatif compte que les nouvelles procédures concernant le matériel des contingents prendront effet dès que possible.

/...

Spécialistes de l'examen de la gestion et fonctionnaires des finances itinérants

9. Le rapport du Secrétaire général (A/50/983) a été présenté conformément au désir de l'Assemblée générale qui avait demandé, à la section X (Contrôle) de sa résolution 49/233 du 23 décembre 1994, de nouvelles précisions sur ce que recouvraient les fonctions envisagées de spécialiste de l'examen de la gestion et de fonctionnaire des finances itinérant.

10. Le Comité consultatif rappelle qu'au paragraphe 57 de son rapport du 18 novembre 1994 (A/49/664) sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix, il avait pris note de l'idée d'instituer des fonctionnaires des finances itinérants, qui devaient, à ce moment-là, participer à plusieurs missions d'enquête. Tout en se félicitant de cette initiative qui pourrait contribuer à l'amélioration de l'évaluation des coûts, de la planification et de la gestion des opérations de maintien de la paix et des missions spéciales, il a fait observer que l'on pouvait élaborer plus avant cette idée tout en restant dans les limites des ressources disponibles à l'Organisation, sans donc que cela entraîne un accroissement supplémentaire des ressources en personnel. En outre, il faudrait, pour que cette idée puisse être mise en pratique avec succès, établir des directives qui soient claires et précises.

11. Les fonctions des fonctionnaires des finances itinérants sont décrites aux paragraphes 5 à 10 de la section II du rapport du Secrétaire général : planification financière, gestion financière, appui opérationnel et évaluation et contrôle. Leur tâche consiste à faire une évaluation technique de la zone de la mission, aider au montage et au développement des missions, procéder à leur liquidation, dépanner en cas de difficultés et former le personnel.

12. Le Comité consultatif note qu'ainsi qu'il est dit aux paragraphes 7 et 13 du rapport, les fonctionnaires des finances itinérants peuvent être détachés à titre temporaire du personnel en poste soit au Département des opérations de maintien de la paix soit au Département de l'administration et de la gestion dans la mesure où les départements, services ou unités d'origine disposent d'effectifs suffisants pour pouvoir se passer d'eux temporairement sans que leur bon fonctionnement ne soit compromis. Le Département des opérations de maintien de la paix a réaménagé certaines des descriptions de poste d'administrateur applicables à son service de gestion financière, de manière à y inclure les fonctions et tâches pertinentes.

13. Le Comité consultatif, au paragraphe 58 de son rapport (A/49/664), a en outre précisé que parmi les fonctions qui demandaient à être renforcées figuraient celles des services consultatifs de gestion pour les missions, de manière à doter celles-ci d'un minimum de moyens de gestion, ce qui devrait permettre de parer préventivement aux faiblesses qui pourraient se manifester au niveau de l'application des programmes. Le Comité a pris note, à ce moment-là, de ce que le Secrétariat s'employait à développer l'idée de spécialistes de l'examen de la gestion, qui devait être soumise à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session. Le Comité a indiqué qu'il lui paraissait que cette fonction pourrait pareillement être confiée à des membres du personnel déjà en poste.

14. On trouvera aux paragraphes 14 à 20 de la section III du rapport du Secrétaire général la description des fonctions d'un spécialiste de l'examen de la gestion, fonctions qui peuvent se résumer à l'examen et analyse des pratiques de gestion en vigueur, à la rationalisation et l'amélioration des pratiques de gestion et de la coordination des programmes et à l'instauration et la mise en oeuvre de mécanismes de suivi des actions correctives. Au paragraphe 21 du rapport, il est précisé que l'on pourrait pourvoir à ces fonctions par un redéploiement judicieux du personnel.

15. Le Comité consultatif, conscient du caractère permanent de l'obligation redditionnelle des responsables de programme de maintien de la paix, recommande que l'Assemblée générale prenne note du rapport du Secrétaire général relatifs aux fonctionnaires des finances itinérants et aux spécialistes de l'examen de la gestion. Il conviendrait que soient incluses dans les budgets d'opérations particulières de maintien de la paix des données relatives à ces fonctions, de telle manière que le Comité consultatif et l'Assemblée générale puissent les examiner cas par cas.

Représentants spéciaux, envoyés et autres personnalités
exerçant des fonctions spéciales

16. Le rapport du Secrétaire général sur le sujet (A/C.5/50/72) a été présenté en application de la résolution 50/219 de l'Assemblée générale en date du 3 avril 1996. L'annexe I du rapport contient le projet de directives appelées à régir les engagements sur la base des "services effectifs", qui sera publié prochainement dans une circulaire du Secrétaire général. L'annexe II donne la liste des représentants, envoyés et autres personnalités nommés au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies au 31 juillet 1996 regroupés dans les trois catégories habituelles. À sa demande, le Comité a obtenu une version mise à jour (au 21 octobre 1996) de cette annexe, laquelle constitue l'annexe I du présent rapport.

17. L'annexe III du rapport du Secrétaire général indique la répartition des nominations dans les trois catégories depuis 1991 en précisant la source de financement des dépenses afférentes à ces engagements ainsi que le type d'engagement accordé dans chaque cas, comme le Comité consultatif l'avait demandé dans son rapport (A/50/7/Add.2). Le détail des dépenses afférentes à ces engagements, frais de voyage, indemnité de subsistance, frais de logement et dépenses d'appui, ne figure toutefois pas dans cette annexe. En outre, le Comité a relevé l'absence de toute information pour les années 1992 et 1995. Il a été informé que les données correspondant à ces années n'ayant pas été demandées, elles n'avaient pas été collectées, mais que le Secrétariat avait l'intention, à l'avenir, de communiquer ces informations chaque année.

18. Au 21 octobre 1996, les trois catégories comptaient 33 personnes au total. Le Comité consultatif note qu'il y a 16 postes dans la première catégorie (représentants spéciaux et autres personnalités affectées à des opérations de maintien de la paix ou à des missions d'observation autorisées par le Conseil de sécurité). Cette catégorie comptait 23 postes en 1994, et la réduction s'explique par la diminution du nombre de missions de maintien de la paix.

19. Le nombre de postes de la deuxième catégorie (envoyés spéciaux), dont les titulaires sont nommés par le Secrétaire général pour des périodes de durée variable mais, en règle générale limitée, est tombé de 16 en 1994 à 11 au 21 octobre 1996. Ces postes sont financés par le biais des procédures applicables aux dépenses imprévues et extraordinaires et les dépenses correspondantes sont communiquées à l'Assemblée générale dans le cadre des rapports annuels sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal. En 1995, elles se sont élevées à 1 297 000 dollars (voir le paragraphe 8 du rapport du Secrétaire général). En réponse à ses questions, le Comité consultatif a été informé que ce montant correspondait au total des dépenses afférentes à l'engagement de représentants et d'envoyés spéciaux pour des missions d'enquête ou d'autres missions politiques spéciales, et englobait donc les dépenses de personnel, les frais de voyage, les frais généraux de fonctionnement et le coût des fournitures et du matériel de bureau.

20. Le nombre de postes de la troisième catégorie (autres personnalités de rang élevé exerçant des fonctions spéciales) est passé de cinq en 1994 à six en 1996, avec l'adjonction du poste de conseiller spécial du Secrétaire général pour la réforme dont le titulaire perçoit des honoraires symboliques de 1 dollar par an. Le Comité a demandé un complément d'information concernant le coût des personnalités qui perçoivent de tels honoraires symboliques. Il a été informé que ce coût variait dans chaque cas, mais que la plupart du temps les frais de voyage étaient pris en charge et une indemnité journalière de subsistance était payée lorsque l'envoyé ou le conseiller spécial devait voyager pour le compte de l'Organisation.

21. Les paragraphes 10 et 11 du rapport (A/C.5/50/72) décrivent comment sont généralement déterminés le rang des envoyés spéciaux et le type d'engagement qui leur est offert. Le Comité consultatif a en outre demandé sur quoi l'on se fondait pour déterminer le lieu d'affectation du représentant ou de l'envoyé spécial. À cet égard, le Comité a été informé que tous les représentants spéciaux figurant sur la liste de la catégorie A, c'est-à-dire ceux qui sont affectés à des missions de maintien de la paix, sont en poste au quartier général de leur mission de maintien de la paix. Ceux de la catégorie B, dont bon nombre sont titulaires d'un engagement sur la base des "services effectifs" et rendent compte au Secrétaire général ou au Conseil de sécurité de la progression des tâches ou de la mission spéciale qui leur ont été confiées, s'acquittent de leurs responsabilités à partir d'une ville siège et se rendent, selon les besoins, dans la zone de leur mission politique ou sont affectés sur place. Ceux de la catégorie C, qui sont pour la plupart des conseillers spéciaux du Secrétaire général, sont affectés au Siège à New York.

22. Le Comité consultatif a pris note avec satisfaction des informations figurant aux paragraphes 13 à 15 du rapport du Secrétaire général, qui prennent en compte ses recommandations concernant la nécessité d'assurer la transparence du processus budgétaire et de l'utilisation des crédits ouverts au titre du personnel temporaire. À cet égard, le Comité, comme il l'a déjà fait au paragraphe 18 de son précédent rapport (A/50/7/Add.2), se déclare préoccupé par la libre interprétation des directives régissant l'utilisation des crédits ouverts au titre du personnel temporaire autre que celui affecté aux réunions ainsi que par le fait que le Comité consultatif et l'Assemblée générale se dispensent d'examiner les attributions attachées à ces postes.

/...

Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité

23. Au paragraphe 1 de la section III de sa résolution 49/233 A du 23 décembre 1994, et de nouveau dans sa résolution 50/223 du 11 avril 1996, l'Assemblée générale décidait de modifier les arrangements actuellement en vigueur pour l'indemnisation des membres des contingents en cas de décès ou d'invalidité imputable au service dans des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies, en tenant compte des principes ci-après :

- a) Égalité de traitement de tous les États Membres;
- b) L'indemnité perçue par l'intéressé ne doit pas être inférieure au montant remboursé par l'Organisation des Nations Unies;
- c) Simplification des arrangements administratifs, dans toute la mesure du possible;
- d) Règlement rapide des demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité.

24. Dans son rapport du 2 juin 1995 sur l'indemnisation des membres des contingents en cas de décès ou d'invalidité imputable au service dans des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/49/906 et Corr.1), le Secrétaire général a passé en revue le régime actuel et a donné des informations sur six options.

25. Le Comité consultatif rappelle qu'il avait indiqué au paragraphe 19 de son rapport sur l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité (A/50/684), les points sur lesquels il faudrait que l'Assemblée générale précise ses directives : la question de savoir s'il devait s'agir d'une charge estimative, d'un remboursement ou d'une indemnité, à verser soit aux États Membres soit directement aux intéressés; quel devait être le montant payé par l'ONU; et enfin s'il convenait de mettre en place un système d'assurance. Le Comité avait également indiqué qu'une condition préalable serait de s'entendre sur le statut juridique exact des membres des contingents et sur la nature de leurs liens avec l'Organisation et avec leur propre administration, sur les plans juridique, administratif et opérationnel.

26. Dans sa résolution 50/223, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'examiner la possibilité d'un régime d'assurance couvrant toutes les troupes et de répondre aux questions soulevées dans le rapport du Comité consultatif.

27. Le rapport du Secrétaire général (A/50/1009) expose le projet de mise en place d'un régime d'assurance et le statut juridique des membres des contingents.

28. Le Comité consultatif note à la lecture du paragraphe 7 de ce rapport que l'idée de mettre au point une police d'assurance commerciale viable pour couvrir les risques de décès et d'invalidité des membres des contingents de maintien de la paix a été mieux accueillie par les assureurs du monde entier que deux ans auparavant. Il note également que la volonté de ces assureurs d'offrir leurs

/...

services répond au fait que le niveau de risque a baissé à leurs yeux après la liquidation de certaines grandes opérations de maintien de la paix.

29. Le coût estimatif pour l'ONU d'une assurance commerciale se situerait entre 25 dollars et environ 40 dollars par homme et par mois pour une couverture d'un montant de base de 50 000 dollars (par. 6). Si ce montant de base est porté à 100 000 dollars, la prime mensuelle est proportionnellement plus élevée. S'étant informé, le Comité consultatif a appris que la police serait offerte pour une seule année et que sa reconduction ne serait pas automatique. Il a également appris que le renouvellement pourrait se faire moyennant des conditions différentes, au regard des résultats de l'année précédente.

30. Le Comité consultatif s'est fait également communiquer des renseignements sur les demandes d'indemnisation des décès ou d'invalidité présentées par les pays qui fournissent des contingents dans le cadre de certaines opérations récentes de maintien de la paix (Opération des Nations Unies au Mozambique, Opération des Nations Unies en Somalie, Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda et Force de paix des Nations Unies), ainsi que l'état des dépenses effectivement engagées selon les dispositions actuelles et le devis d'une assurance commerciale (voir annexe II du présent rapport).

31. Pour ce qui est de l'administration des indemnités de décès et d'invalidité selon le système commercial, il a été précisé au Comité consultatif que les modalités en seraient les mêmes que dans le système d'auto-assurance. Dans le cas par exemple d'un incident provoquant un décès ou une blessure grave, il y aurait constitution d'une commission d'enquête et une instruction du dossier comportant notamment une expertise médicale des blessures ou de la cause du décès. L'indemnité serait versée au vu du rapport de la commission. Dans le cas de l'auto-assurance, le versement serait fait par l'ONU, qui serait responsable de l'administration du régime, alors que, dans le système de l'assurance commerciale, la demande d'indemnisation serait présentée directement à l'assureur, qui procéderait au règlement.

32. Le Comité consultatif relève, parmi les incertitudes qui entourent la reconduction éventuelle d'une police commerciale, le fait que cette reconduction ne serait pas automatique. Une compagnie d'assurance pourrait toujours refuser de prolonger la couverture si elle considérait que les risques couverts avaient augmenté, ou offrir un renouvellement à des conditions que l'ONU jugerait inacceptables. Le Comité consultatif pense que, dans l'un et l'autre système, la standardisation des taux faciliterait énormément le règlement des dossiers d'indemnisation.

33. Bien que le système de l'auto-assurance expose l'Organisation aux risques non négligeables que représente un sinistre catastrophique, le Comité consultatif a conclu que c'était à long terme cette forme de couverture qui offrait le meilleur rapport coût/avantages.

34. Que l'Assemblée générale opte cependant pour l'un ou l'autre système, le Secrétaire général devra présenter un plan de mise en oeuvre détaillé, réglant notamment la question des dispositions et des procédures administratives, celle des sauvegardes et celle du financement.

35. Pour ce qui est du statut juridique des membres des contingents, le Comité consultatif relève au paragraphe 12 du rapport qu'il ne serait pas approprié pour l'Organisation sur le plan juridique de procéder directement à des versements à des membres des contingents. En outre, les règles internes de l'ONU en matière d'indemnisation ne pourraient s'appliquer directement aux individus en cause. En effet, si les membres des contingents militaires nationaux assument des fonctions internationales et participent aux opérations de maintien de la paix de l'ONU sous la responsabilité opérationnelle de celle-ci, il n'existe aucun lien contractuel ou statutaire direct entre celle-ci et ces personnels. Les conditions auxquelles les intéressés sont affectés au maintien de la paix sont arrêtées par entente ou accord bilatéral entre l'Organisation et le gouvernement concerné.

ANNEXE I

Représentants spéciaux, envoyés et autres personnalités exerçant des fonctions spéciales
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

(Au 18 octobre 1996)

Fonctions/titre	Nom	Nationalité	Source de financement	Type de contrat
<u>A. Représentants spéciaux et autres personnalités affectés à des opérations de maintien de la paix ou à des missions autorisées par le Conseil de sécurité</u>				
<u>Rang de secrétaire général adjoint</u>				
Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Angola (UNAVEM)	Alioune B. Beye	Mali	OMP	DD
Représentant spécial du Secrétaire général pour Chypre	Han Sung Joo	République de Corée	OMP	SE
Administrateur transitoire (ATNUSO)	Jacques Klein	États-Unis d'Amérique	OMP	DD
Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et chef de mission (MANUH)	Enrique ter Horst	Venezuela	OMP	DD
Représentant spécial du Secrétaire général pour le Libéria (MONUL)	Anthony Nyakyi	République-Unie de Tanzanie	OMP	DD
Total, secrétaires généraux adjoints : 5				
<u>Rang de sous-secrétaire général</u>				
Représentant spécial du Secrétaire général et Coordonnateur des opérations des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH)	Iqbal Riza	Pakistan	OMP	DD
Commandant de la Force (MONUIK)	Gian Guiseppe Santillo	Italie	OMP	
Commandant de la Force (FNUOD)	Johannes Koters	Pays-Bas	OMP	DD
Commandant de la Force (FINUL)	Stanislaw Wozniak	Pologne	OMP	DD
Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour Chypre	Gustave Feissel	États-Unis d'Amérique	OMP	DD
Représentant spécial par intérim du Secrétaire général pour le Sahara occidental et Président de la Commission d'identification (MINURSO)	Erik Jensen	Malaisie	OMP	DD
Représentant spécial du Secrétaire général, Force de déploiement préventif des Nations Unies dans l'ex-République yougoslave de Macédoine (FORDEPRENU)	Henryk Sokalski	Pologne	OMP	DD
Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour l'Angola (UNAVEM III)	Khalid Yassir		OMP	DD
Commandant de la Force (UNAVEM III)	Phillip V. Sibanda	Zimbabwe	OMP	DD
Commandant de la Force (ATNUSO)	Jozef Schoups	Belgique	OMP	DD
Représentant spécial du Secrétaire général pour le Tadjikistan (MONUT)	Gerd Dietrick Merrem	Allemagne	OMP	DD
Total, sous-secrétaires généraux : 11				

Fonctions/titre	Nom	Nationalité	Source de financement	Type de contrat
B. <u>Envoyés et autres représentants nommés par le Secrétaire général pour l'aider à exercer ses bons offices et des fonctions connexes</u>				
<u>Rang de secrétaire général adjoint</u>				
Chef de la Mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan	Norbert Holl	Allemagne	BO	DD
Coordonnateur spécial du Secrétaire général dans les territoires occupés	Terje R. Larsen	Norvège	BO	DD
Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Géorgie	Edouard Brunner	Suisse	BO ^a	SE
Envoyé spécial du Secrétaire général, Grèce et ex-République yougoslave de Macédoine	Cyrus Vance	États-Unis d'Amérique	BO ^a	Frais de voyage uniquement
Envoyé spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires au Soudan	Vieri Traxler	Italie	XB	1 dollar par an
Représentant personnel du Secrétaire général pour la controverse entre le Guyana et le Venezuela	Alistair McIntyre	Grenade	BO ^a	SE
Secrétaire général adjoint chargé de fonctions spéciales à l'appui de l'action du Secrétaire général en matière de diplomatie préventive et de rétablissement de la paix	Lakhdar Brahimi	Algérie	BO ^a	SE
Envoyée spéciale du Secrétaire général pour les questions relatives à la participation des femmes au développement	Gertrude Mongella	République-Unie de Tanzanie	XB	SE
Total, secrétaires généraux adjoints : 8				
<u>Rang de sous-secrétaire général</u>				
Représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi	Marc Faguy	Canada	BO	DD
Total, sous-secrétaires généraux : 1				
<u>Rang de directeur (D-2)</u>				
Représentant du Secrétaire général au Cambodge	Benny Widyono	Indonésie	BO ^a	DD
Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Sierra Leone	Berhanu Dinka	Éthiopie	BO ^a	DD
Total, directeurs : 2				
C. <u>Autres personnalités exerçant des fonctions spéciales</u>				
<u>Rang de secrétaire général adjoint</u>				
Conseiller spécial du Secrétaire général	Ismat Kittani	Iraq	BO	DD
Conseiller spécial du Secrétaire général	Chinmaya Gharekhan	Inde	Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix	DD

Fonctions/titre	Nom	Nationalité	Source de financement	Type de contrat
Conseillère spéciale du Secrétaire général pour la politique des relations avec le public	Gillian Martin Sorensen	États-Unis d'Amérique	XB	SE
Représentant spécial du Secrétaire général pour la politique des relations avec le public	Joseph V. Reed	États-Unis d'Amérique	—	1 dollar par an
Conseiller spécial du Secrétaire général pour la réforme	Maurice Strong	Canada	BO	1 dollar par an
Total, secrétaires généraux adjoints : 5				
<u>Rang de sous-secrétaire général</u>				
Conseiller spécial du Secrétaire général pour les communications	John Hughes	États-Unis d'Amérique	XB	SE
Total, sous-secrétaires généraux : 1				
Total général : 33				

^a Résolution 50/217 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 1996-1997.

Abréviations : BO : Budget ordinaire

- DD : Engagement pour une durée déterminée
- OMP : Budget d'opérations de maintien de la paix
- SE : Sur la base des services effectifs
- XB : Fonds extrabudgétaires

ANNEXE II

Indemnisation en cas de décès ou d'invalidité : demandes présentées par des États Membres

(En dollars des États-Unis)

A. Demandes présentées pour quatre missions terminées/clôturées

Demandes d'indemnisation reçues	Opération des Nations Unies au Mozambique		Opération des Nations Unies en Somalie		Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda ^a		Forces de paix des Nations Unies ^a		Total	
	Nombre de cas	Montant total	Nombre de cas	Montant total	Nombre de cas	Montant total	Nombre de cas	Montant total	Nombre de cas	Montant total
Décès	9	1 581 813	89	7 098 080	2	64 754	59	10 785 754	159	19 530 401
Invalidité	3	84 000	206	4 558 504	2	50 000	105	2 899 563	316	7 592 067
Total	12	1 665 813	295	11 656 584	4	114 754	164	13 685 317	475	27 122 468
Montant prévu au budget		4 640 000		17 550 300		2 961 200		44 165 500		69 317 000
Effectif moyen des contingents	4 660		14 438		2 759		27 595		14 594	
Durée du déploiement (en mois)	24		29		30		46		129	

B. Simulation : coût calculé sur la base du nombre de demandes présentées

1. Indemnité plafonnée à 50 000 dollars (plus 5 000 dollars pour les frais funéraires)

Base de calcul	Opération des Nations Unies au Mozambique		Opération des Nations Unies en Somalie		Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda		Forces de paix des Nations Unies		Total	
	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant
Décès	9	495 000	89	4 895 000	2	110 000	59	3 245 000	159	8 745 000
Invalidité	3	112 500	206	7 725 000	2	75 000	105	3 937 500	316	11 850 000
Total	12	607 500	295	12 620 000	4	185 000	164	7 182 500	475	20 595 000

2. Indemnité plafonnée à 100 000 dollars (plus 5 000 dollars pour les frais funéraires)

Base de calcul	Opération des Nations Unies au Mozambique		Opération des Nations Unies en Somalie		Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda		Forces de paix des Nations Unies		Total	
	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant	Nombre de cas	Montant
Décès	9	945 000	89	9 345 000	2	210 000	59	6 195 000	159	16 695 000
Invalidité	3	225 000	206	15 450 000	2	150 000	105	7 875 000	316	23 700 000
Total	12	1 170 000	295	24 795 000	4	360 000	164	14 070 000	475	40 395 000

C. Variante : police souscrite auprès d'assureurs

1. Coût total estimé pour l'Organisation

	Opération des Nations Unies au Mozambique	Opération des Nations Unies en Somalie	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda	Forces de paix des Nations Unies	Total
Montant de la prime : 25 dollars par homme et par mois pour une indemnité de 50 000 dollars (plus 5 000 dollars pour les frais funéraires)	2 796 000	10 467 550	2 069 250	31 734 250	47 067 050

2. Coût total estimé pour l'Organisation

	Opération des Nations Unies au Mozambique	Opération des Nations Unies en Somalie	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda	Forces de paix des Nations Unies	Total
Montant de la prime : 50 dollars par homme et par mois pour une indemnité de 100 000 dollars (plus 5 000 dollars pour les frais funéraires)	5 592 000	20 935 100	4 138 500	63 468 500	94 134 100

^a Étant donné que la plupart des demandes d'indemnisation pour décès ou invalidité sont présentées de deux à cinq ans après le fait générateur, le nombre indiqué pour la MINUAR et les FPNU est probablement sous-estimé.

^b Le montant indiqué représente la médiane des indemnités effectivement accordées pour invalidité.